

ARRETE MUNICIPAL ETABLISSANT UN PLAN DE MESURES D'URGENCE

Le Conseil de la Ville de Caraquet, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 7(1) de la Loi sur les municipalités et de la Loi sur les mesures d'urgence sanctionnées en juin 1978, décrète et adopte ce qui suit:

Définition:

1. Aux fins du présent arrêté municipal,
 - a) "Plan de mesures d'urgence" désigne tout plan, programme ou mesure que prépare la province ou la municipalité, selon le cas, en vue de réduire les effets d'une situation d'urgence ou d'un désastre et d'assurer dans un tel cas la sauvegarde de la sécurité, de la santé ou du bien-être de la population civile ainsi que la protection des biens et du milieu;
 - b) "situation d'urgence" désigne un événement réel ou imminent qui, selon le Ministre ou la municipalité de Caraquet, exige une action concertée immédiate ou l'assujettissement des personnes et des biens à certaines règles en vue de protéger les biens et le milieu ou la santé, la sécurité ou le bien-être de la population civile.

COMITES DES MESURES D'URGENCE

2.
 - a) Un comité des mesures d'urgence appelé ci-après "le Comité", faisant exceptionnellement partie des comités permanents de la municipalité, est nommé par le Conseil et se compose de trois membres au moins du Conseil ainsi que du maire. Trois membres du Comité constituent un quorum.
 - b) Comité de planification de mesures d'urgence:
Un comité de planification des mesures sera formé ayant comme membres, des employés de la municipalité de Caraquet ainsi que tout autre personnel ou représentant d'organismes, pouvant aider le comité permanent du conseil en matière des mesures d'urgence.
3. En plus de ses autres fonctions et pouvoirs en vertu du présent arrêté municipal, le Comité est chargé de:
 - a) de conseiller le conseil municipal relativement à l'élaboration d'un plan d'urgence municipal;
 - b) de nommer un coordonnateur des mesures d'urgence ainsi que les autres fonctionnaires nécessaires;
 - c) de préparer et d'approuver le plan de mesures d'urgence de la municipalité.

GENERALITES

4. Sous réserve de l'approbation du Conseil, le Comité peut négocier et, au nom de la municipalité, conclure des ententes avec d'autres municipalités, avec le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick, avec le gouvernement fédéral, ou avec d'autres organismes, ou avec chacun d'entre eux, aux fins d'une aide mutuelle,

pour la mise sur pied d'organisations conjointes, ou pour l'emploi de leurs membres ou de leurs ressources, et ce, dans le cadre d'un plan de mesures d'urgence.

5. Dans les situations d'urgence, le Comité applique en totalité ou en partie, le plan municipal d'urgence selon les procédures qui y sont mentionnées.

6. a) Dans les situations d'urgence, le Conseil est immédiatement convoqué et n'est pas ajourné avant que ce désastre ne soit déclaré terminé.

b) Chaque membre du Conseil est prévenu par le Comité lorsqu'une situation d'urgence est déclarée, et il doit informer le Centre des opérations d'urgence de ses allées et venues tant que dure la situation d'urgence.

c) Lorsqu'il se produit une situation d'urgence dans la municipalité de Caraquet ou avant ou pendant une telle situation, le maire ou le maire adjoint ou deux conseillers peuvent convoquer les membres du Conseil à une réunion afin de déclarer l'état d'urgence et de prendre les mesures qui s'imposent en conséquence. Dès qu'un quorum est établi, la réunion peut être déclarée ouverte et aux fins du présent arrêté municipal seulement, trois membres du Conseil constituent un quorum. Pendant de telles réunions, le Conseil ne peut étudier que les affaires ayant directement trait à la situation d'urgence et les délibérations peuvent se poursuivre selon les arrêtés municipaux de la municipalité lorsqu'ils n'entrent pas en contradiction avec le présent arrêté municipal.

7. Lorsque l'état d'urgence est déclaré, tous les employés, fonctionnaires et agents de la municipalité doivent avertir le Centre des opérations d'urgence de leurs allées et venues et doivent suivre les instructions du maire et son comité ou en l'absence de ce dernier, le pro-maire ainsi que du comité de planification des mesures d'urgence, ou selon les catégories du sinistre, au coordonnateur municipal des mesures d'urgence.

8. Lorsque l'état d'urgence est déclaré, le Comité peut aussitôt se procurer de la nourriture, des vêtements, des médicaments, de l'équipement, des biens et des services de toute nature ou de toute sorte aux fins d'utilisation à cet égard, dont le paiement sera effectué par la municipalité.

9. Pendant la situation d'urgence, le Conseil peut nommer comme agents de police auxiliaires, les personnes qui lui sont recommandées par le Chef de Police.

10. Pendant la situation d'urgence, le Conseil peut nommer comme pompiers auxiliaires, les personnes qui lui sont recommandées par le chef des pompiers.

11. Pendant la situation d'urgence, le Conseil peut nommer tout autre personne dont les services sont jugés nécessaires par le coordonnateur des mesures d'urgence.

PREMIERE LECTURE (par son titre): Le 27 juillet 1982

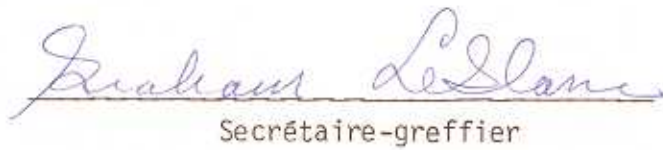
DEUXIEME LECTURE (par son titre): Le 27 juillet 1982

LECTURE DANS SON INTEGRALITE: Le 9 septembre 1982

TROISIEME LECTURE (par son titre)
et adoption : Le 9 septembre 1982

SCEAU


Maire


Secrétaire-greffier